

Appel de l'Assemblée des acteurs et mouvements sociaux

Nous venons des mouvements sociaux et citoyens de toutes les régions d'Europe, de l'Est à l'Ouest et du Nord au Sud. Après Florence et Porto Alegre, nous nous rencontrons au 2^{ème} Forum social européen à la suite d'une année de mobilisations contre le modèle néo-libéral dans de nombreux pays d'Europe - contre la réforme des retraites, pour la défense des services publics, contre les politiques agricoles, pour les droits des femmes, contre l'extrême droite, le racisme et la xénophobie ainsi que contre les politiques sécuritaires -, et contre la guerre contre l'Irak, notamment le 15 février 2003. Nous sommes divers et pluriels, et c'est ce qui fait notre force.

En ce moment s'élabore un projet de Constitution européenne en marge de la société civile. Il "constitutionnalise" le libéralisme comme doctrine officielle de l'UE ; il consacre la concurrence comme fondement du droit communautaire et de toutes les activités humaines et ne tient aucun compte des objectifs de l'éco-développement ; il accorde un rôle à l'OTAN sur les politiques étrangères et de défense européennes et pousse à la militarisation de l'Union ; enfin, il maintient le social dans le statut de pièce rapportée d'une construction européenne fondée sur le primat du marché, et acte, de fait, le démantèlement déjà programmé des services publics. Ce projet de Constitution ne répond pas à nos aspirations.

Nous luttons pour une autre Europe. Nos mobilisations portent l'espoir d'une Europe sans chômage ni précarité, dotée d'une agriculture paysanne qui assure la souveraineté alimentaire, préserve les emplois, l'environnement et la qualité de l'alimentation, d'une Europe ouverte sur le monde qui permette à chacun d'y circuler librement, qui reconnaît la citoyenneté de résidence à tous les étrangers y habitant et qui respecte le droit d'asile, d'une Europe qui met en œuvre une égalité réelle entre les femmes et les hommes, qui promeut la diversité culturelle et le droit des peuples à l'autodétermination, c'est-à-dire de décider de leur futur de façon démocratique.

Nous luttons pour une Europe qui refuse la guerre, favorise la solidarité internationale et un développement écologiquement durable. Nous nous battons pour que les droits des êtres humains, les droits sociaux, économiques, politiques, culturels et écologiques l'emportent sur le droit de la concurrence, la logique du profit et l'asservissement par la dette.

C'est pour toutes ces raisons que nous lançons un appel aux peuples d'Europe pour qu'ils se mobilisent contre le modèle néolibéral et la guerre. Nous nous battons pour le retrait des troupes d'occupation de l'Irak ainsi que la restitution immédiate de la souveraineté au peuple irakien. Nous nous battons pour le retrait des territoires occupés par Israël et pour l'arrêt de la construction du mur et sa destruction. Nous soutenons les mouvements israélien et palestinien qui se battent pour une paix juste et durable. Nous nous battons pour le retrait des troupes d'occupation russes de la Tchétchénie. C'est pour cela que nous nous joignons à l'appel international lancé aux Etats-Unis par le mouvement anti-guerre et que nous appelons à la journée d'action du 20 mars prochain.

Pour parvenir à une Europe basée sur la reconnaissance des droits sociaux, politiques, économiques, culturels et écologiques, tant individuels que collectifs, des femmes comme des hommes, nous nous engageons à prendre partout des initiatives. Il nous faut construire pas à pas un processus de mobilisation qui permette l'implication de tous les peuples d'Europe. Nous nous engageons à être partie prenante de toutes les actions organisées par les mouvements sociaux, en particulier à construire un jour commun d'action soutenu par les mouvements sociaux, notamment par le mouvement syndical européen. Nous appelons tous les mouvements sociaux à faire culminer cette dynamique de mobilisations en une journée d'action pour une autre Europe, des

droits des citoyens et des citoyennes et des peuples, le 9 mai, date prévue de la ratification de la Constitution européenne.

Le 16 novembre 2003

Agenda des Mouvements Sociaux

Pour une Europe des droits

Droit au logement

Du FSE de Paris à Padoue et de toute l'Europe pour le droit au logement

L'assemblée finale des mouvements sociaux du Forum Social Européen, qui s'est tenue le dimanche 16/11/03 au Grand Chapiteau de Saint Denis, a accueilli favorablement - soutenue par les applaudissements - la proposition de mobilisation, lancée par un front de quelques 200 adhésions provenant de 28 pays, qui se déroulera à Padoue lors de la réunion informelle des ministres européens du logement (liste mise à jour sur www.habitants.org).

"Nous exigeons que le droit au logement soit inséré dans la future Constitution Européenne ; qu'ils n'y aient pas d'expulsions sans relogement adéquat ; que les processus de privatisation du secteur d'habitation social s'arrêtent et que les gouvernements, y compris l'Union Européenne, allouent au moins 1% des budgets publics pour le secteur afin d'apporter une réponse à la situation due au marché immobilier qui décime les revenus des travailleurs, retraités et précaires."

* Samedi 22 novembre, 14h30. Place de la Gare. Le Cortège pour le droit au logement. Il présentera à la population les contenus de la Plate-forme. Une pétition sera remise au Préfet qui devra la transmettre au Gouvernement italien qui assume la Présidence de l'Union Européenne. La manifestation s'insère à plein titre aussi dans la mobilisation européenne pour le retrait des troupes d'occupation de l'Irak, en revendiquant le Non aux dépenses militaires et le Oui aux politiques d'habitations publiques. Le cortège se terminera rue Anelli pour porter un signal de solidarité forte de toute Europe à la lutte pour le redressement du quartier.

* Jeudi 27 novembre, toute la journée. Sala del Seminario, via Barbarigo, 11. Forum européen pour le droit au logement.

Y sont invités : le Front des sans-abri (Belgique), l'Union des Locataires de Berlin et de Witten (Allemagne), Droit au Logement (France), Union des Locataires de Moscou (Fédération Russe), Association des Vecinos (Espagne), Confédération Nationale du Logement (France), Association Libera (Palerme), Comité contre les expulsions de Naples et d'autres organisations de lutte. Les administrateurs locaux qui ont adhéré, comme le maire de Bobigny-Paris et l'adjoint au logement de la commune de Florence et responsable nationale de l'ANCI, ont aussi été invités.

* Jeudi 27 novembre, dès 18h00. dans une place centrale de la ville. Place thématique pour le droit au logement sans frontières. Micro ouvert, expositions, musique, spectacles, rencontres et autres surprises.

* Vendredi 28 novembre (matin). Rencontre des promoteurs de l'Appel avec les ministres européens du logement.

Sans papiers

JOURNEE EUROPEENNE D'ACTION DES SANS-PAPIERS, MIGRANTS ET REFUGIES

Après avoir échangé leur analyse sur la situation des sans papiers dans les différents pays européens et partagé leurs expériences de lutte, les signataires suivants s'adressent à l'ensemble des participants au Forum Social Européen (FSE) et au Secrétariat d'organisation pour :

- 1) Souligner que les sans papiers ne sont que le sommet visible d'un iceberg de précarisation s'étendant aux autres migrants et ensuite à l'ensemble des autres travailleurs ;
- 2) Souligner la place particulière détenue par les sans papiers dans le processus de recomposition du monde du travail par la précarisation généralisée.
- 3) Souligner par voie de conséquence la centralité politique de la lutte des sans papiers ;
- 4) Proposer l'adoption à l'échelle européenne de six axes revendicatifs :

- régularisation de tous les sans papiers dans chacun des pays européens sans critères et sans aucune condition ;
- fermeture immédiate des centres d'enfermement des étrangers dans tous les pays européens ;
- abrogation de l'accord raciste de Schengen ;
- liberté de circulation et d'installation ;
- reconnaissance d'une citoyenneté de résidence pour tous ;
- respect d'un vrai droit d'asile dans tous les pays d'Europe ;

Les signataires proposent au FSE de décider immédiatement deux actions :

- l'organisation d'une journée européenne de lutte pour la régularisation et pour la fermeture des centres d'enfermement pour étrangers (31 janvier 2004);

- l'organisation d'un FSE thématique sur l'immigration et les sans papiers. Saint-Denis, le 13 novembre 2003

Premiers signataires: Act Up (Paris), Coordination Nationale des Sans Papiers, Droits Devant!! (France) - Comitato Immigrati, Confederazione Cobas, Tavolo Migranti del Social Forum Italiani (Italie) - Kein Mensch ist illegal, The Voice, The Caravan, Kanak Attak, Flüchtlings Initiative Brandenburg, Gesellschaft Für legalisierung (Allemagne) - Coordination Nationale des Sans Papiers (Suisse) - - Barbedwire Britain, Kent Refugee to Defend Asylum Seekers, No one is illegal, Crossroad Women's Center (Angleterre) - Ambassade universelle (Belgique) - Federacio de Collectius d'Immigrants a Catalunya (Espagne) pour adhesion: tavolo_migranti@libero.it

Contact Caroline 0142510517 azazelo@web.de 0033142510517

Pour une citoyenneté européenne de résidence

Tous Égaux ! Tous citoyens !

UN MILLION DE SIGNATURES pour une
CITOYENNETÉ EUROPÉENNE DE RÉSIDENCE

Le traité de Maastricht a institué la citoyenneté de l'Union européenne, attachée à la nationalité de l'un des Etats membres. Cela entraîne l'exclusion de cette citoyenneté de 15 millions de ressortissants des Etats tiers qui résident légalement dans l'UE alors que l'Union se construit sur les principes d'égalité, de dignité, de démocratie ainsi que le proclame l'article 1-2 du projet de Constitution de l'Union européenne. Ce projet prévoit qu'un million de citoyens (au moins) de plusieurs États membres peuvent demander une initiative de la Commission européenne.

C'est pourquoi, nous militants altermondialistes, venant d'Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Portugal, Suède... , réunis à l'occasion du FSE de Paris-Saint Denis, soutenons la pétition européenne pour demander qu'une modification soit apporté dans les critères d'attribution de la citoyenneté de l'Union européenne, faisant une place à coté de la nationalité à la résidence.

Le nouvel article du traité ou d'une éventuelle future constitution devrait être rédigé comme suit : "Possède la citoyenneté de l'Union toute personne résidant sur le territoire d'un État membre ou ayant la nationalité d'un État membre".

Quel que soit l'avenir du projet de Constitution, les signatures recueillies seront remises aux différents gouvernements de l'Union, à la Commission et au Parlement européen.

Nous demandons à toutes les organisations, à toutes les personnes qui veulent prendre en charge cette revendication de nous rejoindre et de constituer par pays des collectifs du "Million des signatures pour une citoyenneté européenne de résidence".

Paris-Saint Denis, le 16 novembre 2003

La pétition (disponible dans 12 langues) : Paul_Oriol@compuserve.com

UN MILLION DE SIGNATURES pour une CITOYENNETÉ EUROPÉENNE DE RÉSIDENCE

Le projet de Constitution de l'Union européenne comme les traités antérieurs stipule que possèdent la citoyenneté de l'Union européenne "**les personnes ayant la nationalité d'un État membre**". Cette disposition qui exclut de la citoyenneté de l'Union 15 millions de personnes, ressortissantes des États tiers, est inacceptable pour nous, aujourd'hui comme hier.

Si la Constitution est adoptée, elle prévoit (art.1-46-4) qu'un million de citoyens (au moins) de plusieurs États membres peuvent demander une initiative de la Commission. C'est pourquoi nous lançons la présente pétition qui vise à recueillir plus d'un million de signatures dans différents pays de l'Union pour demander une nouvelle définition de la Citoyenneté européenne :

"Possède la citoyenneté de l'Union toute personne résidant sur le territoire d'un État membre ou ayant la nationalité d'un État membre".

Quel que soit l'avenir du projet de Constitution, les signatures seront remises aux différents gouvernements de l'Union, à la Commission et au Parlement européen.

Envoyer vos signatures à la LDH

138, rue Marcadet 75018 Paris, par fax au 01 42 55 51 21, par courriel virginie.peron@ldh-france.org

NOM	Prénom	Ville	Nationalité	@mail

L'Assemblée européenne des chômeuses, chômeurs et précaires en lutte, réunie pour la 5ème fois, à l'occasion du FSE, constate que la situation des chômeurs et des précaires ne cesse de se dégrader dans l'Union européenne. Cette situation est encore pire dans les pays de l'Est qui vont la rejoindre en 2004.

On assiste dans tous les pays à la casse des acquis sociaux, notamment à la remise en cause des allocations-chômage, des minima sociaux, de l'assurance-maladie et des retraites. Ces attaques trouvent leur couronnement dans un projet de Constitution inacceptable pour laquelle les droits sociaux n'existent pas* Les mobilisations récentes dans chacun des pays de l'Union européenne, notamment sur les retraites, n'ont pas permis d'inverser la tendance.

C'est pourquoi il est urgent de coordonner et lancer des campagnes à l'échelle européenne pour le droit à l'emploi, à la formation, au revenu, au logement, à la santé, à la retraite.

Ces campagnes pourraient connaître des moments forts comme celle d'une journée d'initiatives, d'actions et de mobilisations dans tous les pays, en février ou mars 2004, contre la casse sociale. Déjà nous avons connu de grandes mobilisations en septembre à Amsterdam, le 1er novembre à Berlin. Des manifestations sont annoncées à Naples le 22 novembre, à Bruxelles le 28 novembre, à Paris le 6 décembre 2003. Il faut nous coordonner à l'échelle européenne au niveau même où les décisions des gouvernements sont prises.

Les chômeurs et précaires participeront à la **mobilisation contre la guerre le 20 Mars**. La veille, le 19 mars, ils tiendront à Bruxelles une conférence sur les droits sociaux dans l'Europe élargie. Enfin, ils reprendront leur bâton de marcheur le 1er mai pour se diriger vers Rome **le 9 mai** et participer aux initiatives et mobilisations à l'occasion de la proclamation de la nouvelle Constitution européenne.

Pour l'Union européenne, l'Europe n'est qu'une vaste zone de libre-échange. Nous voulons une Europe fondée sur la démocratie, la citoyenneté, l'égalité, la paix, le droit à l'emploi et à un revenu pour vivre. Une autre Europe pour un autre Monde.

Paris le 14 novembre 2003.

rousseau@ras.eu.org

***La journée du 30 octobre
pour un revenu garanti pour toutes et tous.***

Proposition des Marches européennes contre le chômage, la précarité et l'exclusion sociale (www.euromarches.org) : l'inscription de la journée du **30 octobre** pour un revenu garanti pour toutes et tous.

Depuis 2 ans, différents mouvements de chômeurs et précaires européens organisent une journée européenne pour le droit à un revenu :

- sur proposition des chômeurs allemands (journée des banques en Allemagne) décidée par
- l'Assemblée des chômeurs et précaires réunie durant le contre-Forum de la CIG de Bruxelles (décembre 2000)
- avec le soutien des "Marches européennes contre le chômage"

Chaque année, le 30 octobre partout en Europe

rousseau@ras.eu.org

Pour les droits des femmes

Manifeste des femmes

lancé à l'issue de l'assemblée européenne du 12 novembre 2003

Avec les femmes, pour une autre Europe :

- _ une Europe des libertés, de l'égalité hommes/femmes,
- _ une Europe des droits sociaux et économiques pour toutes et tous,
- _ une Europe solidaire, pacifiste et démilitarisée.

Venues de toute l'Europe et, aussi d'autres continents, plus de 2500 femmes réunies le 12 novembre à Bobigny ont débattu de leur condition de vie, échangé leurs expériences de luttes et de résistance.

Nous nous élevons contre l'Europe machiste, sexiste, patriarcale et discriminatoire.

Nous dénonçons le traité constitutionnel :

- Il ignore l'égalité entre hommes et femmes, le traité constitutionnel doit reconnaître l'égalité entre les hommes et les femmes comme une valeur identitaire.
- Il se prête à une offensive qui vise à introduire l'héritage chrétien alors que celui-ci s'est affaibli au cours du dernier siècle. Ce qui est en jeu c'est l'ensemble des conquêtes des femmes sur le terrain des libertés et notamment du droit de choisir, de divorcer, de travailler..... Céder à ces pressions accentuerait le poids du patriarcat.
- Il grave dans la pierre des positions libérales basées sur « le respect d'une économie de marché où la concurrence est libre ». Cela signifie la disparition de l'Etat providence et la remise en question des services publics.
- Il prétend développer une politique de défense commune en étroite collaboration avec l'OTAN, ce qui entraînera encore un peu plus les Etats de l'Union Européenne dans une politique militariste.

Nous nous élevons contre :

- L'Europe forteresse des accords de Schengen qui, par des options sécuritaires, interdit la circulation des personnes et mène une politique qui pénalise, exclut et rejette dans la clandestinité les immigrés, particulièrement les femmes.
- Une Europe qui, par les politiques libérales, appauvrit toujours plus les femmes, renforce les inégalités professionnelles et le temps partiel imposé, licencient et où les pensions et retraites des femmes sont très faibles quand elles ne sont pas inexistantes.
- Une Europe qui se tait sur les violences faites aux femmes la marchandisation des corps et l'esclavage moderne.
- Une Europe qui intervient ou soutient les guerres menées dans le monde entier

Nous, femmes réunies ce 12 novembre en ouverture du forum social, affirmons qu'une autre Europe est possible.

- Une Europe de la paix démilitarisée et qui refuse la guerre comme solution aux conflits internationaux
- Une Europe des droits humains, économiques et sociaux
- Une Europe qui développe l'ensemble des services publics, notamment les services aux personnes assumés majoritairement par les femmes
- Une Europe où les femmes font entendre leur voix et participent à égalité à la prise de décision

- Une Europe de la libre circulation des personnes qui reconnaît une citoyenneté pleine et entière à toute personne vivant sur le territoire.
- Une Europe où les femmes disposent librement de leur corps - avortement et contraception libres et remboursés.
- Une Europe qui respecte l'orientation sexuelle
- Pour une Europe laïque qui s'oppose à la montée des intégrismes religieux et qui assure l'application et les progrès des droits fondamentaux et humains des femmes
- Une Europe qui garantit le droit à un emploi et un salaire décent avec l'arrêt des politiques qui accompagnent le temps partiel

Pour imposer cette Europe nous proposons de mener des campagnes autour des axes définis dans les six ateliers : femmes et guerres; travail, précarité et pauvreté; violences; droits sexuels et reproductifs; femmes migrantes, actrices d'une autre Europe; femmes et pouvoir : enjeux pour une autre Europe. Ces campagnes s'inscrivent dans les luttes menées par l'ensemble des mouvements sociaux pour une Europe des droits sociaux et de l'égalité.

Les luttes et les revendications des femmes ne sont pas « spécifiques » bien au contraire elles sont au cœur des luttes contre la mondialisation libérale

- **Parce qu'elles concernent l'ensemble des femmes comme des hommes.**
- **Parce qu'elles questionnent les bases mêmes de l'organisation patriarcale et capitaliste**

Mobilisations issues de l'Assemblée des femmes:

- **8 mars 2004** : journée européenne pour les droits des femmes, point fort des campagnes décidées lors de l'assemblée pour les droits des femmes;
- **22-23 mai 2004** : forum et manifestation en Galice à l'initiative de la coordination Européenne de la Marche Mondiale des Femmes pour proposer une plate-forme féministe avant les élections européennes;
- **25 novembre 2004** : journée internationale de luttes et de mobilisations contre les violences faites aux femmes.

(marchfem@ras.eu.org)

Rroms

La plus grande partie des dix millions de Rroms vivant en Europe connaît une situation de détresse et de discrimination qui ne fait que s'aggraver malgré les programmes censés l'améliorer. Il est donc essentiel de réorienter les politiques en tenant compte non seulement de la discrimination directe, mais aussi des formes plus sournoises d'exclusion et de déshumanisation, notamment le paternalisme, la corruption, les fausses représentations, le double langage et autres formes de manipulation.

Il est donc indispensable de :

- reconnaître le génocide nazi contre les Rroms, Sinté et Kalé dans les Etats émules du nazisme avant et pendant la Seconde Guerre Mondiale ;
- exiger pour tous les Rroms l'accès aux droits fondamentaux et à leur exercice, en particulier dans les domaines de l'éducation, de la formation, de la santé, du logement et du travail
- dénoncer et condamner fermement, jusqu'au niveau le plus élevé de l'Europe, tous les actes de violence contre les Rroms de la part de la police: coups, destruction totales ou partielles des lieux d'habitation ainsi

que d'autres biens, tels des instruments de musique, utilisation de grenades lacrymogènes à l'intérieur des habitations, intimidations et brutalité à l'égard des enfants, séparation des familles, etc. ;

- reconnaître, dans la constitution européenne, le peuple rom, avec sa langue et sa culture, comme partie intégrante de la pluralité nationale européenne :

- exiger:

- l'abrogation de tous les textes et le retrait de tous les projets qui entravent, de manière directe ou indirecte, la libre circulation et la libre résidence des personnes;

- le retrait de la notion de "pays sûr", qui vide de son contenu le droit d'asile, lequel devrait, au contraire, être élargi.

- favoriser et subventionner toutes les initiatives oeuvrant à :

- valoriser la contribution des Roms à l'Europe ;

- donner les moyens institutionnels, financiers et autres pour que les Roms puissent s'organiser selon leur propre choix d'une façon démocratique compétente.

- Elaborer des stratégies efficaces de lutte contre toutes les formes de xénophobie, discrimination, racisme et stigmatisation tsiganophobe, qu'elles soient exercées par des pouvoirs publics, des élus ou des individus, y compris au sein du peuple rom.

Ces orientations s'intègrent naturellement dans le projet de construction d'une autre Europe, ouverte, solidaire, plurielle et respectueuse des divers peuples qui la constituent.

La mobilisation autour de ces exigences est récente et fragile. Elle a donc besoin de se renforcer par la multiplication des actions communes.

Droits démocratiques

Propositions du séminaire "l'Etat de l'(in)sécurité":

- s'opposer à la législation soi-disant "anti-terroriste" et sécuritaire, qui plus spécifiquement vise à terroriser et à gérer les populations issues de l'immigration;

- plus particulièrement, s'opposer à l'interdiction d'organisation, et la criminalisation du fait de s'associer avec ces organisations; la détention sans procès; le gel de comptes bancaires sur base d'une simple suspicion; des actions d'envergure de chasse aux suspects avec des peines criminelles à la clé pour ceux et celles qui refusent de collaborer;

- nous appuyons l'opposition à de telles mesures à travers la création d'un réseau européen;

- nous soutenons les 7 activistes grecs détenus sur de fausses allégations par la autorités grecs suite au sommet européen de Thessalonique;

- nous soutenons l'organisation d'une journée d'action contre la législations "anti-terroriste" et sécuritaire, dont la date reste à déterminer.

Campaign Against Criminilization of Communities (UK), M.I.B. (France), Tavola Migranti (Italian Social Forum), Network of Social and Political Rights (Greece), Next Generation Network

LGBT

La présence du mouvement des lesbiennes, des homosexuels, des bisexuels et des transsexuels (LGBT), les questions de l'identité du genre et de l'orientation sexuelles.

Un engagement commun pour une Europe solidaire contre les politiques qui discriminent sur le lieu de travail, à l'école, dans la famille, dans la société.

Contrôler l'application de la directive 2000/78 dans les pays membres de l'Union Européenne.

Assemblée "Pour une Europe démocratique, des droits, de la citoyenneté, de paix et d'égalité".

Cette Assemblée, préparée par des rencontres nationales, devrait se tenir à la veille du 9 mai 2004 à Rome (proposition du séminaire "états généraux").

Consulta

La CSE est un projet sur lequel nous travaillons au niveau de l'ensemble de l'Etat espagnol et également à d'autres endroits en Europe.

Notre objectif est la démocratie participative, et la création d'un réseau entre les différents espaces sociaux.

Notre travail se développe à partir du niveau local autour de quatre axes que sont:

- droits sociaux et libertés civiques
- guerre
- économie et rapports Nord-Sud
- environnement

Différentes propositions issues de ce FSE que nous reprenons trouveront leur place dans le cadre de ces axes:

- les mobilisations contre la guerre
- les débats et les propositions concernant la construction européenne

Nous avons développé les instruments suivants pour la démocratie participative et pour tisser des réseaux :

- des assemblées populaires dans la rue
- des démoplaces (démocratie + place)
- des journées de réflexion
- les théâtre des opprimé(e)s dans la rue
- et au moment des élections européennes, en juin 2004, nous organiserons une **consulta physique** (avec des tables dans la rue, où nous demanderons l'opinion des gens sur les thèmes cités) pour mettre en question la démocratie actuelle. C'est un instrument qui au niveau de l'Etat espagnol a démontré une grande force méthodologique.

Tous ces instruments nous aident à renforcer le tissu social, à sensibiliser, à développer la citoyenneté et à l'investir de pouvoir.

Pour plus d'informations : www.consultaeuropea.org, jtplaaur@bi.ehu.es

Démocratiser Radicalement la Démocratie

Motion du réseau : Démocratiser Radicalement la Démocratie (DRD)

Au cours du FSE 2003, des réseaux citoyens d'Europe, avec d'autres d'Amérique Latine, et d'Afrique, ont pu montrer pendant trois jours comment des citoyens peuvent contrôler leurs élus, partager le pouvoir avec eux et ainsi prendre en main la transformation de leur ville.

Il est particulièrement intolérable qu'au moment où ils peuvent véritablement peser sur l'avenir de leur ville, les citoyens soient dessaisis de l'avenir de ce territoire plus vaste qu'est l'Europe.

Nous demandons à l'Assemblée Européenne des Mouvements Sociaux que soit lancée une campagne européenne pour que les citoyens de l'Europe de l'Est comme de l'Europe de l'Ouest puissent réellement décider des dispositions de la Constitution

Nous voulons une vraie élaboration démocratique de cette constitution. Pour cela, nous demandons que dans les 25 pays d'Europe, les citoyens élisent des députés constituants qui élaborent les articles de cette constitution. Ces députés seront régulièrement contrôlés par des assemblées européennes devant lesquelles ils rapporteront l'avancée du processus.

Autrement dit, nous voulons une campagne pour une Assemblée Constituante qui prenne en compte nos revendications.

Cette motion dont le contenu a fait l'objet d'un débat dans le Séminaire « Des budgets participatifs pour un renouveau de la démocratie en Europe » est portée par le Réseau International « Démocratiser Radicalement la Démocratie »

Appel du réseau Démocratiser Radicalement la Démocratie (DRD)

Nous appelons à une campagne active pour la mise en œuvre d'un processus constituant en appelant les citoyens des pays européens à mettre en débat, sous toutes les formes qu'ils le souhaitent , le projet de Constitution Européenne.

Nous appelons à la construction d'un espace public citoyen capable de s'approprier les enjeux du développement de manière responsable et solidaire avec la conscience d'une multi-appartenance au monde, soutenu par le désir d'un destin commun de paix, de dignité et de justice.

Nous appelons à soutenir le moratoire sur l' AGCS avec les villes qui se sont déclarées hors AGCS et à le populariser dans toutes les villes, communautés et institutions publiques à l'échelle locale, régionale , nationale , européenne.

deprassenior@peoplepc.fr

Contre la guerre

Décisions de l'Assemblée contre la guerre :

- journée de mobilisation mondiale contre la guerre du **20 mars** (voir l'appel de l'Assemblée des mouvements sociaux) ;
- tribunal mondial sur l'Iraq ;
- construire un réseau contre les bases des USA et de l'OTAN ;
- la "Caravane pour la paix au Moyen Orient", le printemps prochain ;
- manifestation à Londres, "Stop Bush", le 20 novembre 2003

Pas d'argent pour la guerre = boycott Bush

Nous rappelons que le Consensus de la Paix de Jakarta, qui a traduit un consensus entre les mouvements contre la guerre de toute la planète, appuie les initiatives de boycott des multinationales USA qui soutiennent la politique de Bush. Nous proposons :

- que le mouvement opère pour un boycott international des multinationales USA comme forme de désobéissance, comme moyen de pression et comme levier pour commencer à changer l'économie ;
- que le 20 mars soit aussi une journée internationale de boycott des multinationales USA, afin de boycotter la guerre

(Luciano Muhlbauer)

Contre le néolibéralisme

Santé

Un an après Florence le réseau Européen pour le droit à la santé repropose avec conviction la priorité pour le mouvement d'assumer la santé comme un droit social, en tant que valeur universelle et non comme une marchandise. A Paris nous avons produit la transformation d'une charte d'intention comme celle élaboré au Forum Européen de Salonique dans une plate-forme de lutte contre la privatisation et la distribution des Systèmes Sanitaires Nationaux publics. Nous exigeons que l'accès aux services soit gratuit et qu'il réponde aux besoins de santé des populations, étant indépendant de toutes formes d'exploitation et de profit.

Nous croyons que les services sanitaires doivent être financés pour garantir à toutes et à tous sans discrimination: la valorisation de la santé, la protection sociale, le respect de la problématique du genre, la prévention dans les environnements de travail et de vie, le soin, l'attention aux problèmes psychiatriques, la réhabilitation et la réinsertion sociale de tous les degrés d'infirmité, l'humanisation des processus de soin, et le respect du sujet dans toutes les phases de relations entre le système sanitaire et le citoyen. Nous voulons une politique européenne sur les médecines transparente, indépendante de l'industrie, et sous le contrôle populaire.

Nous prônons la construction de réseaux sociaux, qui ont comme premier objectif la reconnaissance du droit du citoyen à la participation et au contrôle de toutes les phases du processus sanitaire.

Nous revendiquons une réorganisation des Services Sanitaires Nationaux en vu des transformations en cours en Europe et dans les pays dans ses zones d'influence, qui respectent et assurent les conditions de travail en dignité et une adéquate formation aux travailleurs de la santé comme préliminaires indispensables pour la qualité des prestations fournies. Nous trouvons très grave que le traité pour la constitution européenne n'inclut pas avec les autres droits fondamentaux les principes de droit à la santé comme droit fondamental sans restrictions de comptabilité économique.

Nous croyons que construire un parcours commun capable d'unifier les travailleurs, les citoyens, les associations, les syndicats, les mouvements, constitue un élément essentiel dans la revendication des droits inaliénables à la santé.

Pour aboutir à ces objectifs, nous pensons qu'il est indispensable d'élargir et consolider des réseaux locaux, nationaux, et internationaux.

Nous proposons aux mouvements deux campagnes de mobilisations:

- augmentation des fonds publics pour les dépenses sanitaires afin de garantir la totalité des besoins de santé des populations;
- garantie totale d'accès sans restriction à toutes et à tous aux Services Sanitaires Publics.

Nous proposons entre autre d'organiser pour le 1er décembre 2003 une journée de sensibilisation européenne sur les problèmes liés à la privatisation des services sanitaires et nous déclarons notre disponibilité comme "réseaux" pour participer à la journée européenne de mobilisation que l'Assemblée des Mouvements Sociaux organisera contre la privatisation de tous les services publics, où nous porterons notre contribution de lutte sur le dossier de la santé.

Nicola Delussu - cobas.milano@cobas.it

Ecole - éducation

Les séminaires sur l'éducation ont proposé à l'unanimité la construction d'un Forum Européen pour la défense de l'école publique contre la privatisation et la marchandisation de l'éducation et de la formation. Plusieurs séminaires ont en plus proposé un journée de mobilisation européenne pour la défense de l'école publique.

Rino Capasso - fydgca@tin.it

Communication, information

Proposition d'organiser un Forum de la communication indépendante en avril 2004: contre la privatisation de la communication, et pour le droit à la libre information.

Proposé par: groupe de travail communication FSE Italie; Acrimed France; réseau international CRIS; réseau des radios indépendants France.

Culture

Contre le Forum Universel des cultures (Barcelone 2004).

En 2004, les autorités de Barcelone et de Catalogne, le gouvernement de l'Etat espagnol de José María Aznar, ensemble avec des entreprises liées à l'économie de guerre et à des secteurs nocifs pour le milieu, organiseront le "Fórum universal de las Culturas", une opération gigantesque de spéculation urbaine sous le masque d'une rencontre des cultures, de la diversité et de la paix, en prétendant de s'identifier avec l'esprit de Porto Alegre.

Nous appelons les mouvements sociaux d'appuyer les actions face à ce Forum et de le démasquer aux yeux de la société civile européenne.

Assemblée des résistances au Forum 2004

Journée européenne d'action artistique

L'assemblée européenne des lutes et des résistances artistiques et culturelles organisé à Paris-La Villette le 15 novembre 2003 a décidé d'organiser une journée européenne d'action artistique, utilisant l'art comme moyen dans un processus de décolonisation de l'esprit des valeurs-pouvoirs et des fonctions des formes néolibérales.

La date choisie est le 6 mars 2004, et l'action (préliminaire) proposée est une forme d'utilisation de sculptures dans les places les plus importantes des villes européennes. Nous couvrirons de photos d'immigré(e)s mort(e)s lors de tentatives d'invasion de la forteresse Europe ou suite au trafic de femmes (des femmes dans la prostitution illégale), des sculptures sur ces places. Le but est de casser les valeurs de sens commun nationalistes et de marché exprimés par ces statues. La question que nous voulons faire surgir dans l'esprit des gens est celle-ci: "Qui décide, et avec quels critères, qui et quoi devient un monument exprimant la race humaine et l'histoire européenne".

Plus d'informations : Helen Karasavidou (Helenkappa@hotmail.com), Natasha Theodorakopoulou (Nathe@syn.gr)

2ème Assemblée Européenne des luttes et des résistances artistiques et culturelles

Le 6 mars 2004, à Paris.

Contact t: esacc@yahoo.fr

Réseau balkanique pour l'éducation interculturelle

Comme annoncé dans les différents séminaires ayant traité du Balkan, un réseau inter-balkanique va être mis sur pied pour l'éducation interculturelle, comme moyen de promotion d'une société interculturelle et d'une éducation inclusive et non exclusive, visant une société ouverte dans les régions ravagées du Balkan et de l'Europe de l'Est.

Plus d'informations : HelenKappa@hotmail.com or EleniKoutalopoulou@mailcity.com (Group for the Pedagogical Initiative of the Greek Social Forum)

Sports

En face de la commercialisation des sports et de leur contrôle par des clubs et des entreprises multinationales nous avançons les sports pour tous :

- contre les jeux olympiques de 2004 nous proposons un camping pour une conception alternative des sports 1 - 4 juillet 2004 Athènes ;
- continuer la campagne contre les jeux olympiques de 2004 (qui a commencée depuis Florence).

Séminaire sur les sports - Christy Petropoulou (hlios@central.ntua.gr)

Eau

Après le Forum mondial alternatif sur l'eau (mars 2003 à Florence), nous avons constitué lors de ce FSE le réseau mondial contre la privatisation de l'eau.

Le réseau mondial a décidé de lancer une journée internationale contre la marchandisation de l'eau et contre les politiques de privatisation. La journée est prévue le 22 février 2004.

Cette date coïncide avec le début de la discussion au Parlement Européen de la directive qui imposera la privatisation de l'eau.

Réseau mondial contre la privatisation de l'eau

Sara Vegni - 3391932618 morghy3@katamail.com

Pas de nouveaux réacteurs nucléaires en Europe

Pour économiser l'énergie et pour des énergies renouvelables ; Contre de nouveaux réacteurs nucléaires ; Pour la maîtrise de l'énergie

Manifestation nationale Samedi 17 janvier 2004 à Paris

Nicole Fontaine, ministre de l'industrie, a présenté le 7 novembre l'avant projet de loi sur l'énergie. Mais il est de notoriété publique que le gouvernement a, depuis longtemps, déjà décidé la construction du réacteur nucléaire EPR.

Cette décision est illégitime car le pseudo « débat national sur l'énergie » du printemps 2003 a été organisé de façon non démocratique, sans que les citoyens puissent y prendre part. Par ailleurs, il est impensable de

construire le réacteur nucléaire EPR qui présente les mêmes défauts que les réacteurs précédents (production de déchets nucléaires, risques de catastrophes) et ne pourrait qu'aggraver la situation.

Enfin, la construction du réacteur EPR semble être imposée par le groupe Areva pour des considérations industrielles et financières qui n'ont rien à voir avec les intérêts collectifs des citoyens.

Les associations et organisations syndicales et politiques soussignées appellent à une manifestation nationale, samedi 17 janvier 2004 à Paris, pour exiger :

- l'abandon de tout projet de construction de nouveaux réacteurs nucléaires
- la mise en oeuvre immédiate d'un plan ambitieux d'économies d'énergie et de développement des énergies ; renouvelables
- un véritable débat sur les choix énergétiques

Premiers signataires : Agir pour l'environnement, Alp'azur-écologie, les Alternatifs, les Amis de la Terre, ANPAG/La Gauche autrement, Association des élus municipaux bretons, Attac-Salon de Provence, Bulle bleue, CGT-Caisse des dépôts, COEDRA-Maine, Collectif Bellaciao, Confédération paysanne, Coordination nationale contre l'enfouissement des déchets nucléaires, CRILAN, CRIN, EcoRev', Greenpeace, GSIEN, Ligue communiste révolutionnaire, Mouvement écologiste indépendant, Parti Démocratique des Peuples d'Europe-Alliance Libre Européenne, Partit occitan, fédération "Régions & Peuples Solidaires", Réseau action climat, Réseau "Sortir du nucléaire", la Souris Verte-Forum des Jeunes Verts, Stop-Golfech, SUD-Rail, Tchernoblaye, Union démocratique bretonne, les Verts.

Finlande : Women/Grandmothers against nuclear power, Women for Peace, Amandamajiry , No More Nuclear Power movement ; Autriche : Upper Austrian Platform against Nuclear Danger, Stop Temelin, PLAGE ; Espagne : Els Verds Catalunya, Alternativa Verda ONG, Dia de la Terra Catalunya, Grup de Científics i Tècnics per un Futur No Nuclear, Eurosolar Espagne, Una Sola Terra ; Belgique : Inter-Environnement Wallonie ; Pays-Bas : Wise Amsterdam, Green Party ; Croatie : Osijek Greens - Free Movement ; Suisse : Contratom, PSR/IPPNW, Forum pour la démocratie directe, Sortir du nucléaire Vaud Grèce : Stop the War Coalition, Campagne Géo 2001 ; Italie : Amici della Terra (FoE Italy), Legambiente ; Allemagne : Atomplenum Hannover, Gewaltfreie Aktion/Atomwaffen Abschaffen - IPPNW- ; Roumanie : Mama Terra / For Mother Earth-Romania ; Pays de Galles : Welsh Anti Nuclear Alliance Ecosse : Scottish Green Party ; République Tchèque : Eurosolar RT ; Russie : Center fo Russian Environmental Policy, Clean Energy Coalition, Center for Assistance to Environmental Initiatives, Risk zone ; USA : Nuclear Information and Resource Service

Coordination : Réseau "Sortir du nucléaire" 9 rue Dumenge 69004 Lyon - Tel : 00.33.664.100.333

OGM, brevets, monopoles sur les semences

Déclaration finale du séminaire « OGM, brevets, monopoles sur les semences : résistances et propositions d'alternatives en Europe »

Ce séminaire a prolongé, approfondi et actualisé les recommandations qui furent déjà émises, en particulier au cours du premier Forum de Rome en 1996, reprises au Forum Social Mondial de Porto Alegre, rappelées au cours du Forum de la Havane sur la Souveraineté alimentaire et décidées comme actions communes au Forum pour la Souveraineté alimentaire de Rome en 2002.

Les participants du second FSE exigent :

Une Europe sans OGM :

- Le maintien total du moratoire Européen
- Un seuil de tolérance à 0 % pour les flux d'OGM (semences, produits transformés, etc.)
- Un contrôle citoyen sur les orientations de la recherche publique en matière de biotechnologies

- Une responsabilité des entreprises productrices ou propriétaire de brevet d'OGM et des politiques et personnels administratifs qui ont autorisé les disséminations pour tout cas de contamination génétique

La non brevetabilité du vivant

- Interdiction de brevet sur les parties et composants des organismes vivants et sur les semences
- Une transparence totale sur la recherche publique (y compris de moyens) et la libre circulation des connaissances
- Un contrôle citoyen sur les droits de propriété intellectuelle existants, au sein des instances de droits de propriété intellectuelle (OMPI), de l'OMC et auprès de l'Office européen des brevets
- La dénonciation et renégociation de la directive 98/44 sur les inventions biotechnologiques concernant le brevet sur le matériel héréditaire
- L'établissement d'un système des droits collectifs de protection des ressources génétiques pour les communautés locales

La défense des semences paysannes :

- La liberté totale de ressemer le grain récolé et d'échanger les semences
- Le développement d'espaces de liberté, hors ou contre le cadre légal, permettant le développement et les échanges des semences paysannes et des savoir-faire
- La reconnaissance à chaque état de protéger ses systèmes agraires contre l'invasion des OGM pour sauvegarder les millions de petits paysans de l'Europe de l'Est qui produisent leurs semences paysannes
- La mise en application de la directive 98/95 CE prévoyant un cadre législatif pour les semences paysannes
- Un contrôle citoyen sur l'industrie semencière afin d'éviter toute stratégie de monopole sur les semences
- La mobilisation de moyens publics de recherche pour une agriculture durable respectueuse de l'environnement
- Le développement de la sélection participative au champ sous le pilotage des paysans

Et globalement :

- La mise en application par tous les gouvernements européens du Protocole de Biosécurité de Carthagène, entré en vigueur le 11 septembre 2003
- Un élargissement du moratoire européen aux essais en milieu non confiné
- Le refus ferme de toute aide alimentaire contenant des produits transgéniques
- Le refus et l'interdiction de toute technologie de type *Terminator et GURT*
- Une participation démocratique des populations européennes et la prise en compte de leurs avis dans toute décision qui touche au domaine du vivant avec la mise en place par exemple de conférences de citoyens à travers l'Europe

La décision univoque d'une Europe sans OGM garantit l'indépendance économique et le choix d'une agriculture durable de notre continent. Nous serons vigilants pour que nos acquis européens n'incitent pas les entreprises de biotechnologie à envahir les pays n'ayant pas les mêmes instruments de protection. Il est indispensable d'élaborer nos stratégies européennes en lien avec les autres pays de la planète.

Saint-Denis, France, 13 novembre 2003

Appel du réseau Démocratiser Radicalement la Démocratie (DRD)

Nous appelons à soutenir le moratoire sur l' AGCS avec les villes qui se sont déclarées hors AGCS et à le populariser dans toutes les villes, communautés et institutions publiques à l'échelle locale, régionale , nationale , européenne.

(Extrait - texte intégral: voir plus haut).deprassenior@peoplepc.fr

Amérique Latine

Alors que l'Europe devrait être un facteur de progrès et de promotion des droits de l'homme, avec ses accords économiques, l'Union européenne participe activement à l'accélération de la déréglementation mise en oeuvre par l'OMC ou le FMI, et se lance dans une compétition militaire avec les Etats-Unis, au lieu de proposer une alternative politique et économique.

Le FSE a permis de donner la parole à nos camarades latino-américains et de la Caraïbe pour qu'ils viennent témoigner de cette réalité mais aussi celles des grandes luttes sociales et populaires, syndicales, citoyennes qui se mènent là-bas, et qui rejoignent celle d'Europe.

Nous n'acceptons pas qu'on veuille nous imposer ici, notamment au travers du projet libéral de Constitution européenne, et là-bas, des critères économiques ultra-libéraux entraînant d'importants reculs au plan social, privatisant les services publics, détournant à leur profit les ressources naturelles essentielles.

Le FSE a été un moment important pour poursuivre le dialogue nécessaire et fructueux de part l'océan, pour des luttes communes et des rapprochements plus étroits entre le mouvement social européen et latino-américain

Rendez-Vous est pris pour le FSM 2004, le 1er Forum Social Latino-américain de Quito en mars 2004 et la rencontre Europe-Amérique latine à Guadalajara en Mai 2004. Entre temps, un Observatoire des pratiques des multinationales européennes en Amérique Latine sera mis en place ou comme celui des Droits Humains en Colombie.

Colombie

Nous continuerons notre travail de dénonciation de la situation dramatique en Colombie, où il y a déjà environ 4 millions de réfugiés internes, qui ont perdu tous leurs biens et leurs droits les plus élémentaires de décider de leur propre vie, comme conséquence de la politique du gouvernement souvent mis en pratique sur le terrain par des organisations paramilitaires, qui impunément massacrent la population paysanne.

Tous les jours il y a des détentions massives et arbitraires des populations dans des soi-disant "zones de réhabilitation" et ailleurs dans le pays, des détenus restent en prison pendant des mois dans des situations qui sont un viol des droits humains les plus élémentaires, et tout cela sans la moindre accusation fondée.

Nous demandons également que soient menées des enquêtes sur les conditions de détentions de centaines de prisonniers politiques.

Nous voulons tirer l'attention sur la situation en Colombie, voilà pourquoi nous voulons mener une campagne de dénonciation de la situation des réfugiés internes et des prisonniers politiques en Colombie, y compris lors du prochain FSE de 2004. Nous comptons sur le soutien de tous.

OSPAAAL, Espagne, ensemble avec le réseau de la campagne "Une autre Colombie est possible" (des organisations des pays suivants: France, Suisse, Grèce, Grande Bretagne, Allemagne, Belgique, Italie, Danemark) qui ont organisé ensembles un séminaire appelé "Une autre Colombie est possible" au FSE.

Remedios García, OSPAAAL-Solidaridad, Madrid (España)

Tlf.: 00 34 91 523 1829; móvil 00 34 636 022 775, Fax: 00 34 91 521 1736

Afrique

Pêche

Le réseau Africain de DRD représenté par M. Thioune Mamadou Diop de Conipas Res du Sénégal s'associe au Forum et à cette assemblée générale tout en demandant que soit située la responsabilité de l'Union Européenne dans le financement du partenariat au développement dans les accords de pêche à un moment où tous les marins de l'Europe sont en train d'être débarqués.

Alliance des peuples de descendance africaine en Europe

Déclaration.

Nous, l'Alliance des peuples de descendance africaine en Europe:

- conscients du fait que la présence d'Africains et de descendants de l'Afrique en Europe est la conséquence historique, sociale et économique de la traite transatlantique des esclaves, du colonialisme, du néocolonialisme et de la déstabilisation culturelle; du pillage des ressources humaines et culturelles; de la corruption et des programmes d'adaptation structurelle imposés de l'étranger au continent africain, au caraïbes et au reste des amériques.
- reconnaissant que notre présence tout logiquement suit les flux des capitaux, des biens, des matières agricoles et des matières premières de notre continent africain, des Caraïbes et du reste des Amériques, résultant de la dépendance imposée via la dette et des rapports commerciaux injustes de cet ordre mondial de globalisation contrôlée par le Nord;
- conscients du fait que l'Europe et les USA représentent 20% de la population mondiale tandis que leurs élites contrôlent 80% des richesses mondiales et dominent les systèmes internationaux et les structures de la finance globale et du commerce mondial, les moyens de communication de masse, les politiques internationales, les ressources stratégiques (pétrole, matières premières), et la production d'armes de destruction de masse;
- voulant marquer leur solidarité et leur soutien à l'ensemble des mouvements progressistes en Europe qui cherchent sérieusement à créer une autre Europe et un autre monde basées sur la justice sociale, la paix et la démocratie;
- afin de rendre aux Africains chez eux et ailleurs leur mot à dire, et de redresser les inégalités de l'ordre social présent, et de jeter les fondations d'une société socialement juste et de relations sur base d'un respect mutuel entre Africains en Europe et Européens en Afrique,

Nous faisons les propositions suivantes:

- qu'une loi soit adoptée dans chaque pays européen qui déclare la traite transatlantique des esclaves, l'esclavage et le colonialisme comme des crimes contre l'humanité;
- qu'une commission mixte de réparations soit mise sur pied, ensemble par l'Union Africaine et l'Union Européenne, avec une participation d'au moins 50% de personnes à descendance africaine et de leurs dirigeants, économistes, historiens, juristes et autres personnes représentatives, afin de:
- faire un bilan des dommages culturels, sociaux et économiques imposés aux peuples d'Afrique et leurs descendants par les crimes cités plus haut;
- faire un bilan des bénéfices culturels, sociaux et économiques qu'ont tiré les corporations et les pays d'Europe comme résultat de la traite transatlantique des esclaves et du colonialisme;
- déterminer le type et le degré de réparations à élaborer au niveau national, en faveur des descendants des victimes de crimes cités plus haut;
- établir les institutions économiques nécessaires (des fonds, des banques de développement humanitaires, etc...) en vue de la collecte et de la distribution de l'argent et des moyens rendus disponibles à travers ce processus.